

**Août 2011**

# « Le chaînon manquant, c'est la coopération »

Père de l'Union monétaire, l'ancien président de la Commission de Bruxelles analyse la crise de la zone euro. Et celui qui conseille aujourd'hui sa fille, Martine Aubry, propose des pistes.

### Pourquoi l'Europe est-elle en crise ?

➤ Le problème est connu : l'Union monétaire s'est faite, mais la coordination économique n'a pas suivi. En 1989, le « rapport Delors » - il faut bien l'appeler ainsi - était pourtant consacré pour deux tiers à l'économie et pour un tiers à la monnaie. Et, en 1997, j'avais proposé à nos dirigeants un pacte de coordination des politiques économiques. J'avais veillé à ne pas l'appeler gouvernement économique, pour ne pas heurter nos amis allemands. Mais mon appel n'a pas été entendu par le gouvernement français de l'époque. C'est là que se situe le chaînon manquant, la coopération.

### N'y a-t-il pas aussi une responsabilité de l'actuel couple franco-allemand ?

➤ Certainement. A chaque étape de l'intégration européenne, les dirigeants allemands, Adenauer, Schmidt ou Kohl, ont fait, non sans contrepartie, des concessions parce qu'ils avaient une vision de l'Europe. Or cette vision fait défaut à Angela Merkel. Elle s'est aussi montrée très hésitante, car trop sensible aux moindres variations de son opinion publique.

### Et la France ?

➤ Elle tente d'éviter que Berlin de l'Europe soit envisageable en la



matière. De même, la proposition de créer un ministre des Finances européen n'a pas de sens, si ce n'est pour sauver la face. On a bien vu que la création d'un ministre des Affaires étrangères n'avait rien changé.

### Alors que faire ?

➤ Dans l'immédiat, on peut avancer vers une mutualisation partielle et temporaire des dettes, par exemple en créant une caisse d'amortissement européenne, qui servirait à venir au secours de tous les pays, et en premier lieu des plus fortement touchés. Je pense aussi à la proposition de l'économiste Jacques Delpla de séparer dette bleue (constituée des premiers 60 % de PIB de chaque pays et garantie par les institutions communautaires) et dette rouge (au-delà), afin d'aider les Etats dans leur travail de consolidation.

### Et à moyen terme ?

➤ L'idée du semestre européen [NDLR : un cycle de coordination des politiques économiques et de surveillance des déséquilibres budgétaires, qui commencera l'année prochaine] me paraît trop complexe. Surtout, elle ne tient pas suffisamment compte des spécificités nationales : en fait, chaque pays a ses forces et ses faiblesses, on ne peut imposer le modèle allemand à tous les Etats membres. Ce n'est pas réaliste. La solution est de revenir à l'esprit de la coopération. Cela signifie remettre l'Union sur ses deux jambes : l'économique et le monétaire. C'est d'abord affaire de volonté politique. ● PROPOS RECUEILLIS PAR BENJAMIN MASSE-STAMBERGER

quitte le navire. Mais l'ego surdimensionné de Nicolas Sarkozy constitue un handicap. Par ailleurs, force est de constater que l'Europe n'est plus un projet mobilisateur pour les Français. Plus généralement, je suis frappé par la cacophonie des déclarations au niveau européen. Regardez le dernier plan de sauvetage de la Grèce : le 21 juillet, les dirigeants des 17 pays de la zone euro ont pondu un œuf. Et puis, ils se sont donné rendez-vous cet automne, sans préciser davantage les modalités d'application. Entre-temps, les investisseurs, évidemment, se posent des questions...

### Comment en sortir ?

➤ Il faut veiller à bien hiérarchiser les problèmes. Aujourd'hui, nous sommes au bord du gouffre : promettre aux marchés de grandes avancées institutionnelles, que l'on sait parfaitement irréalisables, c'est se tirer une balle dans le pied. Les modèles économiques des pays de l'Union sont à l'heure actuelle trop différents pour qu'une véritable

### CRITIQUE

Delors l'Européen porte un jugement sévère sur Angela Merkel et Nicolas Sarkozy.

« On ne peut imposer le modèle allemand à tous les Etats membres. Ce n'est pas réaliste »

# « Scinder BHV ? Voici mes conditions »

P.4

# L'Eglise en crise à la reconquête des jeunes

P.2 & 3

lesoir.be



## Le « Robin des Bois » du niqab fait son show



P.8 Société

Un homme d'affaires français, candidat aux présidentielles, est venu payer à Saint-Josse l'amende de 100 euros adressée à deux jeunes filles portant le voile intégral. L'une d'elles explique son parcours au « Soir ».

l'actu

### La crise politique aide... la croissance

L'absence de gouvernement reporte les mesures d'austérité qui plombent nos voisins. P.4 lemonde

### Larguer des vivres : une mauvaise idée

Le projet des ex-militaires belges pour aider la Somalie ne plaît pas aux ONG. P.11

### Faut-il taxer plus les riches ?

L'idée, lancée par Warren Buffet, fait débat. P.13

lessports

### Soirée chaude pour les clubs belges

Anderlecht, le Standard et Bruges jouent en Europa League. L'enjeu est sportif mais aussi financier. P.30 à 32

jeux de l'été

18

Cinémas

20

Bourses & marchés

23-24

Nécrologie & annonces

26

Bons à découper

33

Bébé, jeux & horoscope

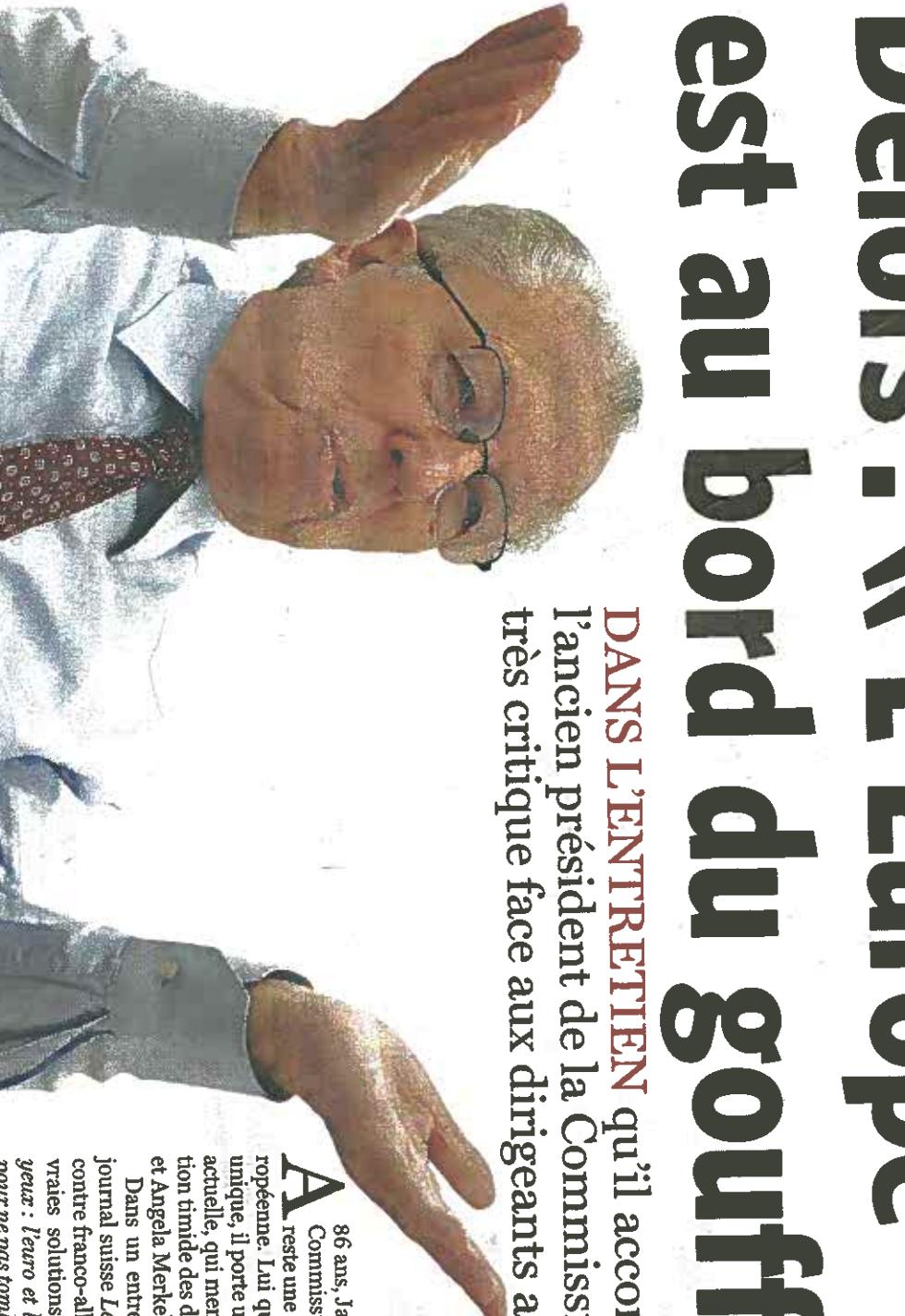
37

Télévision & loterie

38-39

Météo & petite gazette

40



DANS L'ENTRETIEN qu'il accorde au « Soir », l'ancien président de la Commission se montre très critique face aux dirigeants actuels.

À 86 ans, Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, entré en 1985 et resté une référence importante sur la scène européenne. Lui qui fut l'un des initiateurs du euro unique, il porte un regard très critique sur la situation actuelle, qui menace l'euro et l'Europe et sur la position timide des dirigeants politiques. Nicolas Sarkozy et Angela Merkel en tête. Dans un entretien exclusif accordé au « Soir » journal suisse *Le Temps*, il nous explique que 1 contre franco-allemande de mardi n'a pas approuvé les solutions à la crise actuelle. « On va pour ne pas tomber, le choix ne paraît simple : les Etats membres acceptent la coopération économique renforcée, que j'ai toujours réclamée, soit ils transforment des pouvoirs supplémentaires à l'Union. Comme option étant refusée par une majorité des sept, reste la première... » ■

► P.19 L'ENTRETIEN

# LE SOIR

lesoirimm  
Quand le gîte rural devient une affaire de pro



© PHOTOPQR/QUEST FRANCE

Techniques de Jacques Delors 2011

quelques semaines de la rentrée universitaire, le débat revient sur la technique va-t-il disparaître ou pas ? Ecolo rappelle au ministre Marcourt (PS) que la suppression était évoquée noir sur blanc

► P.5 NOS INFORMATI

## Congo : quel rival pour Kabila ?

### Franzen, la star de la littérature américaine



© DR

## Polytechnique : l'examen d'entrée supprimé ?

À quelques semaines de la rentrée universitaire, le débat revient sur la technique va-t-il disparaître ou pas ?

Ecolo rappelle au ministre Marcourt (PS) que la suppression était évoquée noir sur blanc

► P.5 NOS INFORMATI

à la littérature en couverture de l'hebdomadaire témoigne du déclin culturel des Etats-Unis.

D'autant que les choix semblent effectués davantage en fonction du succès public que de la qualité. ■

Derniers jours -20% sur tous les verres

Seulement valable à la remise de caisse. Offre valable jusqu'au 31 juillet 2011. Non cumulable avec d'autres actions. Non valable sur les ventes individuelles. 1 bon

PE

**Le chanteur de U2, Bono, possède un paquet d'actions du réseau social virtuel Facebook qui vaut aujourd'hui un milliard de dollars. Le leader du groupe de rock irlandais a vu son investissement presque quintupler depuis novembre 2009.**



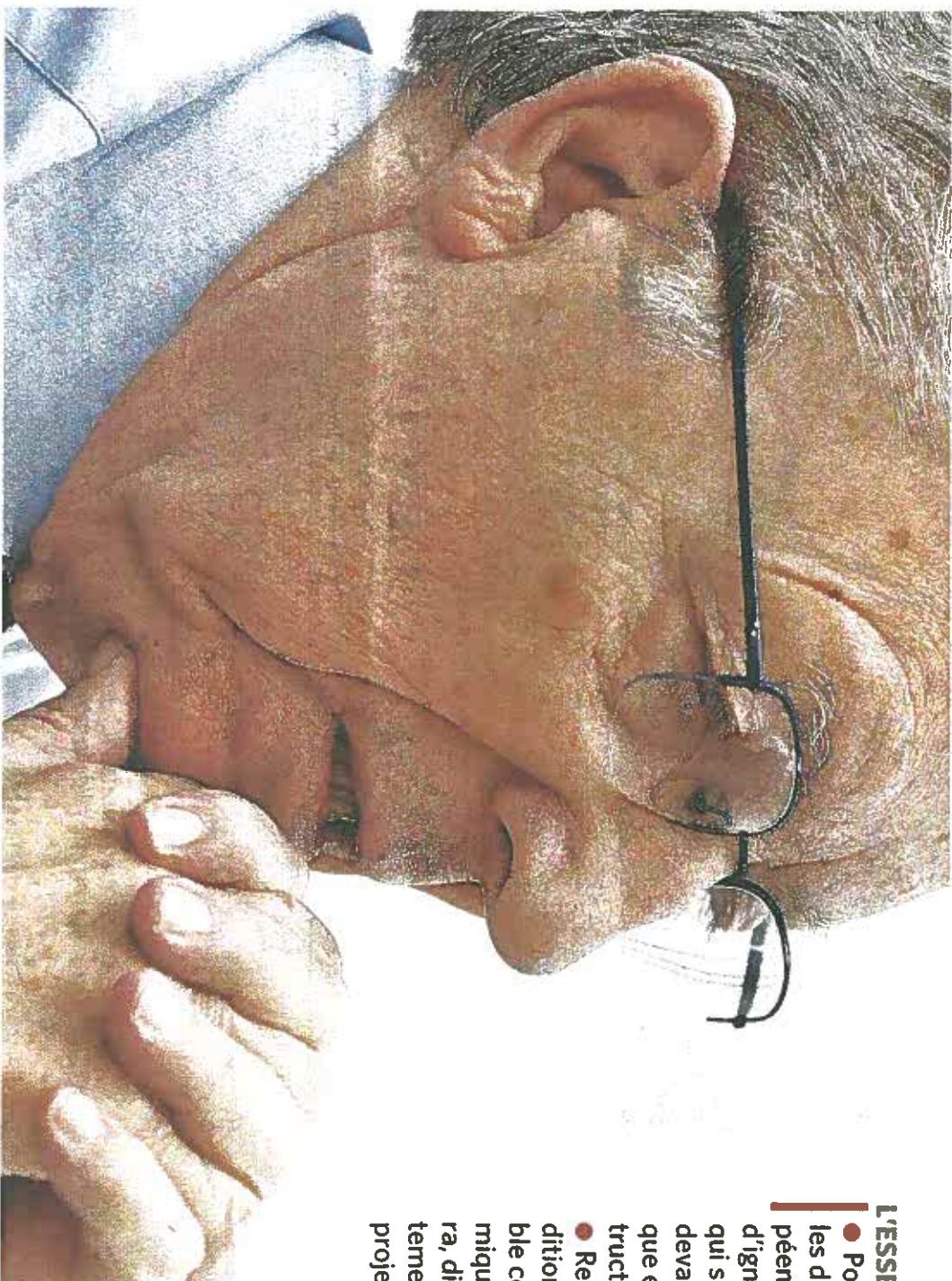
# ÉCONOMIE

+ SCIENCES & SANTÉ + SPORTS

**JEUX**  
**Interview du patron de la filiale belge du groupe de casinos Partouche. P.22**

**BRASSERIE**  
**SABMiller, n° 2 mondial de la bière, lance une OPA hostile sur l'australien Foster's. P.23**

# « L'euro comme l'Europe sont au bord du gouffre »



## L'ESSENTIEL

ngela Merkel et Nicolas Sarkozy peuvent revoir leur copie : pour l'ancien président de la Commission européenne (1985-1994) qui initia le marché unique (1), la chancelière Allemande et le président Français ont continué, mardi à Paris, de formuler des réponses floues et insuffisantes aux questions posées par la crise.

Alors qu'un sursaut immédiat de coopération, notamment sous la forme d'une mutualisation partielle des dettes souveraines au sein de l'UE, est indispensable pour ramener le calme et la confiance des marchés.

Croyez-vous au futur « gouvernement économique » de la zone euro proposé mardi à Paris par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ?

De quoi parle-t-on ? D'un engagement général ? D'un nouveau dispositif intergouvernemental destiné à afficher un minimum de coopération et à limiter tout transfert implicite de souveraineté ? Tel quel, cela ne servira à rien. Le dialogue franco-allemand se poursuit et je m'en réjouis mais madame Merkel, une fois en place, n'a fait aucune concession sur le fond. L'autre idée en voge, celle d'un ministre des Finances de la zone euro, est du même acabit : c'est un gadget farfelu. La diplomatie européenne fonctionne-t-elle mieux depuis la création, par le Traité de Lisbonne, d'un pseudo-« ministre des Affaires étrangères de l'UE » ? Oublions les yeux : l'euro et l'Europe sont au bord du gouffre. Et pour ne pas tomber, le choix me paraît simple : soit les Etats membres acceptent la coopération économique renforcée que j'ai toujours réclamée, soit ils transfèrent des pouvoirs supplémentaires à l'Union. La seconde option étant refusée par une majorité des Vingt-sept, reste la première...

Renforcer cette coopération, cela veut dire prendre d'urgence des décisions ? Oui, en mutualisant partiellement les dettes des Etats jusqu'à hauteur de 60 % de leur produit intérieur brut, le seul conforme au Traité de Maastricht. Cela doit se faire au niveau des dix-sept pays dotés de la monnaie unique. Les Etats concernés seraient ainsi couverts par une garantie partielle de l'Union écono-

que répondez-vous aux partisans de l'option inverse : une restructuration du débiteur de la dette grecque et une éventuelle sortie des pays les plus vulnérables de la zone euro ?

Qui est coupable ? La Grèce toute seule ? Non. Ce serait trop simple. La responsabilité incombe aux ministres des Finances des pays, qui n'ont pas demandé des comptes aux autorités d'Athènes ou érigé des audits statistiques renforcés. Pourquoi a-t-on laissé l'Espagne accroître son endettement privé ou l'Irlande favoriser indûment ses banques ? Des mesures auraient dû être prises et elles n'ont pas été, tandis que parallèlement, les institutions communautaires, à commencer par la Commission européenne, ont été de plus en plus affairées. Sortir la Grèce de l'euro aurait, dans ce contexte de dysfonctionnement durable, le contenu pour rendre plus automatique les sanctions en cas de dépassement budgétaire.

Il l'empêche : les défauts de l'euro sont payant. Le délitement est perceptible. Il vous inquiète ?

Je le redis : la responsabilité de cette crise est collective. Et il faut donc, pour en sortir, une volonté tenace. »

rique et monétaire, avec pour conséquence automatique de tirer les taux d'intérêt vers le bas. J'ai toujours dit que le succès de l'Europe, sur le plan économique, repose sur un triangle : la compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit. Il faut passer à l'acte. Car si on ne le fait pas, les marchés continueront de douter. Je dénonce les rumeurs qui agitent les Bourses, mais j'ai toujours été pragmatique. Or, depuis le début de la crise, les dirigeants européens sont passés à côté des réalités. Comment peuvent-ils penser que les marchés vont croire aux promes-

## LETTRE À VAN ROMPUY

### Couper les vivres aux pays indisciplinés

Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont proposé mercredi, de suspendre « les paiements issus des fonds structurels et de cohésion » pour les pays de la zone euro « qui ne se conforme-raient pas aux recommandations de la procédure sur les déficits excessifs ». « Ces changements devraient être intégrés au nouveau règlement des fonds structurels et de cohésion qui seront proposés pour le prochain cadre finan-cier pluriannuel », à savoir à partir de

D'autres propositions sont sur la table :

le renforcement de la capacité d'emprunt du Fonds de stabilité financière, ou la création d'euro-obligations... Le Fonds de stabilité, qui deviendra per-

manent en 2013, est une bonne chose ; et je plaide par ailleurs fortement pour le lancement séparé d'euro-obligations pour financer uniquement des projets porteurs d'avenir. Imaginez ce qu'un échange des audits statistiques renforcés, pour ces coopérations renforcées concrètes, comme la mutualisation partielle des dettes, dont Angela Merkel ne veut pas et que Nicolas Sarkozy n'ose pas demander. Il faut aussi, surtout, parler aux Allemands et les comprendre. J'ai marché, le dynamisme mondialisé de ses PME, son régime parlementaire avancé, son fédéralisme qui impose, comme en Suisse, la subsidiarité et engendre une

élargissement dans les Balkans, ses pour toujours estime qu'il ne fallait pas dire « un non sans appel ». On n'affronte pas une pareille situation avec des demi-mesures. Il faut aussi savoir, comme j'en avais la réputation, claquer la porte et dire « ça suffit » ! Les autres dirigeants européens, à commencer par le président de la Commission, doivent se battre pour financer uniquement des projets porteurs d'avenir. Imaginez ce qu'un grand emprunt de 20 milliards d'euros consacré à l'innovation pour appuyer comme stimulation à l'UE ? Mais nous sommes, une fois encore, aujourd'hui au bord du gouffre. Il faut des pom-pes à incendie, puis des architectes pour reconstruire. La mutualisation partielle des dettes, c'est la pompe pour éteindre le feu et redonner un sens à la coopération communautaire. Les Etats membres, si-multanément, doivent lever leurs dernières objections aux six projets de directives sur la gouvernance économique, dont le Parlement européen a logiquement durci le contenu pour rendre plus automatique les sanctions en cas de dérapage budgétaire.

Il l'empêche : les défauts de l'euro sont payant. Le délitement est perceptible. Il vous inquiète ?

Je le redis : la responsabilité de cette crise est collective. Et il faut donc, pour en sortir, une volonté tenace. Le risque ac-

te de la crise, mais ce n'est pas une

réponse pour refuser les concessions n

ou pour continuer à vivre ensem

blé. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

espace de libre-échange. Nous n

avons pas de références. Mais ce n'est pas une réponse pour continuer à vivre ensemble. L'Europe tombe dans le

</div

# «L'euro comme l'Europe sont au bord du gouffre»

**> Union européenne** Pour Jacques Delors, les dirigeants continuent d'ignorer le précipice qui menace la monnaie unique et la construction européenne. Menace de délitement

**Richard Werly** BRUXELLES

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy peuvent revoir leur copie: pour l'ancien président de la Commission européenne (1985-1994) qui initia le marché unique, la chancelière allemande et le président français ont continué, mardi à Paris, de formuler des réponses floues et insuffisantes aux questions posées par la crise. Alors qu'un sursaut immédiat de coopération, notamment sous la forme d'une mutualisation partielle des dettes souveraines au sein de l'UE, est indispensable pour ramener le calme et la confiance des marchés.

**Le Temps:** Croyez-vous au futur «gouvernement économique» de la zone euro proposé par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy?

**Jacques Delors:** De quoi parle-t-on? D'un engagement général? D'un nouveau dispositif intergouvernemental destiné à afficher un minimum de coopération et à limiter tout transfert implicite de souveraineté? Tel quel, cela ne servira à rien. Le dialogue franco-allemand se poursuit et je m'en réjouis, mais Mme Merkel, une fois encore, n'a fait aucune concession sur le fond. L'autre idée en vogue, celle d'un ministre des Finances de la zone euro, est du même acabit: c'est un gadget farfelu. La diplomatie européenne fonctionne-t-elle mieux depuis la création, par le Traité de Lisbonne, d'un pseudo «ministre des affaires étrangères de l'UE»? Ouvrons les yeux: l'euro et l'Europe sont au bord du gouffre. Et pour ne pas tomber, le choix me paraît simple: soit les Etats membres acceptent la coopération économique renforcée que j'ai toujours réclamée, soit ils transfèrent des pouvoirs supplémentaires à l'Union. La seconde option étant refusée par une majorité des Vingt-Sept, reste la première.

**Renforcer cette coopération, cela veut dire prendre d'urgence des décisions?**

— Oui, en mutualisant partiellement les dettes des Etats jusqu'à hauteur de 60% de leur produit intérieur brut, le seuil conforme au Traité de Maastricht. Cela doit se faire au niveau des 17 pays dotés de la monnaie unique. Les Etats concernés seraient ainsi couverts par une garantie partielle de l'Union économique et monétaire, avec pour conséquence automatique de tirer les taux d'intérêt vers le bas. J'ai toujours dit que le succès de l'Europe, sur le plan économique,

repose sur un triangle: la compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit. Il faut passer à l'acte. Car si on ne le fait pas, les marchés continueront de douter. Je dénonce les rumeurs qui agitent les bourses, mais j'ai toujours été pragmatique. Or depuis le début de la crise, les dirigeants européens sont passés à côté des réalités. Comment peuvent-ils penser que les marchés vont croire aux promesses du sommet de la zone euro, le 21 juillet, s'il faut attendre la fin de septembre pour les transformer en actes?

**— Que répondez-vous aux partisans de l'option inverse: une restructuration dure de la dette grecque et une éventuelle sortie des pays les plus vulnérables de la zone euro?**

— Qui est coupable? La Grèce toute seule? Non. Ce serait trop simple. La responsabilité incombe aux ministres des Finances de l'euro-zone, qui n'ont pas demandé des comptes aux autorités d'Athènes ou exigé des audits statistiques renforcés. Pourquoi a-t-on laissé l'Espagne accroître son endettement privé ou l'Irlande favoriser indûment ses banques? Des mesures auraient dû être prises et elles ne l'ont pas été, tandis que, parallèlement, les institutions communautaires, à commencer par la Commission européenne, ont été de plus en plus affaiblies. Sortir la Grèce de l'euro aurait, dans ce contexte de dysfonctionnement généralisé, miné encore plus la monnaie unique.

Quant aux partisans, dans les pays les plus touchés, d'un retour à la monnaie nationale synonyme d'inflation et de dévaluation, je comprends leur position et leur espoir d'une compétitivité retrouvée. Mais qui peut prédire que la drachme grecque retrouvera un bon équilibre? Je suis convaincu que l'appauvrissement généralisé qui résultera d'une sortie de la monnaie unique sera supérieur aux avantages de celle-ci. J'y ajoute enfin une affirmation politique: l'euro est une aventure collective. Elle a été mal gérée, donc corrigons. Mais continuons ensemble.

**— D'autres propositions sont sur la table, tels le renforcement de la capacité d'emprunt du Fonds de stabilité financière, ou la création d'euro-obligations...**

— Le Fonds de stabilité, qui devient permanent en 2013, est une bonne chose et je plaide par ailleurs fortement pour le lancement séparé d'euro-obligations

**Jacques Delors:**  
«L'euro est une aventure collective. Elle a été mal gérée, donc corrigons. Mais continuons ensemble.»

ARCHIVES

pour financer uniquement des projets porteurs d'avenir. Imaginez ce qu'un grand emprunt de 20 milliards d'euros consacré à l'innovation pourrait apporter comme stimulation à l'UE! Mais nous sommes, une fois encore, aujourd'hui au bord du gouffre. Il faut des pompes à incendie, puis des architectes pour reconstruire. La mutualisation partielle des dettes, c'est la pompe pour éteindre le feu et redonner un sens à la coopération communautaire. Les Etats membres, simultanément, doivent lever leurs dernières objections aux six projets de directives sur la gouvernance économique, dont le Parlement européen a logiquement durci le contenu pour rendre plus automatiques les sanctions en cas de dérapage budgétaire.

**— Il n'empêche: les déçus de l'euro sont légion, les Allemands ne veulent plus payer. Le délitement est perceptible. Il vous inquiète?**

— Je le redis: la responsabilité de



cette crise est collective. Et il faut donc, pour en sortir, une volonté tenace. Le risque actuel, c'est que les 17 pays membres de l'euro, sur lesquels toute l'attention se focalise, paralysent le projet européen. L'Europe a des défis immenses: ses futures relations avec les Etats-Unis ou avec la Russie, les négociations commerciales mondiales, la mise en œuvre d'un nouveau modèle de croissance «verte», son élargissement dans les Balkans, ses pourparlers avec la Turquie à laquelle j'ai toujours estimé qu'il ne fallait pas dire «un non sans appel». On n'affronte pas une pareille situation avec des demi-mesures. Il faut aussi savoir, comme j'en avais la réputation, claquer la porte et dire «ça suffit!» Les autres dirigeants européens, à commencer par le président de la Commission, doivent se battre pour ces coopérations renforcées concrètes, comme la mutualisation partielle des dettes, dont Angela Merkel ne veut pas et que Nicolas Sarkozy n'ose pas demander. Il faut aussi, surtout,

parler aux Allemands et les comprendre. J'aime l'Allemagne. Son économie sociale de marché, le dynamisme mondialisé de ses PME, son régime parlementaire avancé, son fédéralisme qui impose, comme en Suisse, la subsidiarité et engendre une démocratie «à portée de la main» sont des références. Mais ce n'est pas une raison pour refuser les concessions nécessaires pour continuer à vivre ensemble.

**— Scénario du pire: votre appel n'est pas entendu. L'Europe tombe dans le gouffre?**

— Je ne peux pas écarter ce risque. Il est réel. On tentera alors de sauver la face en substituant à l'Union actuelle un grand espace de libre-échange. Nous aurons un grand marché – avec des trous! – au lieu d'une grande Europe. Je sais bien sûr, en disant cela, qu'on me répondra que les circonstances ont changé depuis mon départ. Ce que je reconnaîs. Ma période à Bruxelles fut plus facile. Il n'y avait pas, comme aujourd'hui, cette montée

problématique de l'individualisme qui mine les aventures collectives, ce choc entre le local et le global qui alimente les peurs et les nationalismes étroits, ou cette dictature de l'instantané qui ne tient pas compte du temps politique nécessaire. D'accord. Mais qu'ai-je fait, sinon convaincre mes interlocuteurs Helmut Kohl, François Mitterrand ou Margaret Thatcher? Ma proposition, face au déclin européen, a été de proposer un marché unique pour stimuler les économies. Et ce fut une vraie relance pour la croissance et l'emploi. Il nous faut impérativement, pour éviter le gouffre, garder une vision géopolitique à l'horizon 2050, proposer un projet mobilisateur, et surtout vouloir une Europe forte et solidaire dans le monde.

**> Sur Internet**  
Les réponses de Jacques Delors liées à la Suisse  
[www.letemps.ch](http://www.letemps.ch)

## Nouvelle Constitution et élections générales, les promesses du CNT

**> Libye** La rébellion définit les étapes vers un régime démocratique

Dans une nouvelle feuille de route pour l'après-Kadhafi, la rébellion a défini les étapes menant à une Libye démocratique. Baptisé «Déclaration constitutionnelle», le document de 37 articles a été diffusé en catimini ces derniers jours par le Conseil national de transition (CNT), l'organe politique de la rébellion à Benghazi. Il est une version étoffée et modifiée de la feuille de route présentée en mars par le CNT, et décrit les grandes étapes de la période de transition suivant une éventuelle chute du «Guide».

La «Déclaration constitutionnelle» réaffirme en préambule les grands principes des démocraties modernes: la Libye est un «Etat démocratique», fondé sur «le pluralisme politique». Si «la charia (ndlr)

est la source principale de la loi», la Déclaration «garantit» les libertés publiques et individuelles, les droits humains fondamentaux, l'égalité des chances ou encore le respect de la vie privée des citoyens. Le drapeau de la future Libye sera celui de la rébellion, aux couleurs d'avant le coup d'Etat de 1969 du colonel Kadhafi, rayures horizontales rouge, noir, vert, frappé d'une étoile et d'un croissant de lune blancs.

Selon sa nouvelle feuille de route, le CNT s'engage à quitter le pouvoir dans un délai de huit mois au plus tard, après la formation d'un gouvernement intérimaire et l'élection d'une Assemblée nationale de transition. Celle-ci désignera un nouveau gouvernement, organisera

dans les six mois des élections générales, «transparentes et démocratiques», sous supervision de l'ONU. Elle mettra également en place un Comité chargé de rédiger une nouvelle Constitution, qui sera présentée par référendum aux Libyens dans un délai de trois mois.

**Contact de «technocrates» de Tripoli avec les insurgés**

Par ailleurs, des «technocrates» du régime de Kadhafi sont «entrés en contact avec les insurgés» pour «trouver des points de chute» à l'extérieur de la Libye, a indiqué hier Wahid Bourchan, représentant au CNT. «Dans l'état actuel des choses, le mot «négociations» n'a pas lieu d'être. Ce sont juste des demandes individuelles», a-t-il ajouté. **AFP**

Revue de Presse - Interventions médiatiques de Jacques Delors - 2011

## Le Tribunal spécial pour le Liban rend public son acte d'accusation

**> Assassinat de Hariri** Les noms des quatre suspects du Hezbollah

Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) a rendu mercredi publique la totalité de l'acte d'accusation contre les quatre membres du Hezbollah inculpés dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat en 2005 de l'ex-premier ministre Rafic Hariri.

Dès après la décision du juge de la mise en état Daniel Fransen, le tribunal a publié l'acte d'accusation, long de 50 pages, sur son site internet. Les 20 000 pages représentant les éléments de preuve recueillis par le procureur dans le cadre de son enquête sur l'attentat à la camionnette piégée qui a provoqué la mort de Rafic Hariri et de 22 autres personnes (y compris l'auteur de l'attentat-suicide) et fait 231 blessés à Beyrouth le 14 février 2005 n'ont toutefois pas été jointes

au document. Réagissant à la décision, l'ex-premier ministre libanais Saad Hariri, fils de Rafic Hariri, a appelé le Hezbollah à livrer au TSL les quatre inculpés.

**Renseignements personnels**

L'acte d'accusation, déposé le 17 janvier et confirmé le 28 juin par le TSL, fournit des renseignements personnels sur les quatre hommes: Salim Ayyash, 47 ans, Moustafa Badreddine, 50 ans, Hussein Anassi, 37 ans, et Assad Sabra, 34 ans. On peut y lire leurs dates et lieux de naissance, les noms de leurs parents, leurs derniers lieux de résidence connus, leurs numéros d'inscription au registre d'état civil, de passeport et même de sécurité sociale.

Selon l'acte d'accusation, qui of-

fre aussi un récit chronologique des préparatifs et de l'exécution de l'attentat, Moustafa Badreddine aurait «assuré la supervision générale» de celui-ci tandis que Salim Ayyash aurait «coordonné l'équipe d'exécution de l'assassinat chargée de la commission matérielle» de l'attentat, observant et suivant avec «d'autres personnes» la progression du convoi de Saad Hariri dans Beyrouth. Quant aux deux autres, ils auraient notamment préparé une cassette vidéo contenant une fausse revendication de l'attentat.

Les quatre inculpés du TSL sont toujours en liberté. Le Hezbollah a exclu l'arrestation de ses membres, qui font l'objet de mandats d'arrêt délivrés le 30 juin, ainsi que de notices rouges d'Interpol. **AFP**



## Jacques Delors : «Ma fille est la meilleure»

Publié le 25.08.2011, 14h12 | Mise à jour : 14h41



**Martine Aubry, candidate à la primaire socialiste, a reçu ce jeudi le soutien appuyé de son père, Jacques Delors.**

Martine Aubry a reçu un soutien de taille ce jeudi. Celui de l'ancien président de la Commission européenne, qui n'est autre que... son père. Et celui-ci n'a pas caché sa préférence. «Je lui ai dit que si je peux donner un coup de main je viens, parce que je considère que ma fille est la meilleure et qu'il faut la soutenir», a-t-il déclaré sur I-télé.

**«Une générosité personnelle au-delà de tout ce que l'on peut imaginer» (Delors)**

Interrogé sur ses qualités, il s'est expliqué : «C'est la meilleure parce qu'elle a l'expérience gouvernementale, elle a une très grande maîtrise des dossiers, une générosité personnelle au-delà de tout ce qu'on peut imaginer, et par conséquent elle est la meilleure pour affronter Sarkozy.»

**«Le fait de savoir que mon père m'accompagne dans ce moment est très important» (Aubry)**

Mardi, alors qu'elle rencontrait les lecteurs du *Parisien-Aujourd'hui-en-France*, Martine Aubry avait elle-même fait référence à ce père très «précieux» pour elle. Aux questions «Vivez-vous dans l'ombre de votre père? Vous aide-t-il et vous conseille-t-il?», la candidate à la primaire socialiste avait répondu : «J'ai toujours dit que j'avais une immense chance d'avoir le père et la mère que j'ai. Mon père m'a apporté la rigueur intellectuelle, la réflexion et ça, depuis mon enfance, parfois un peu durement, tant son exigence est grande.»

«Le fait de savoir que mon père m'accompagne dans ce moment est très important [...] mais je n'en joue pas, avait-elle conclu. Je ne pose pas en photo avec mes parents, je ne veux pas les utiliser. Ils sont trop précieux pour moi.»

# Le Monde

## Aubry se dit "la plus à même de gagner en 2012"

LEMONDE.FR avec AFP | 25.08.11 | 11h08 • Mis à jour le 25.08.11 |



**François Hollande, Martine Aubry et Ségolène Royal, le 28 mai à Paris.** AFP/BERTRAND GUAY

Dans un entretien au *Parisien*, jeudi 25 août, Martine Aubry, candidate à la primaire PS, se positionne à la veille de l'université d'été de La Rochelle et explique qu'elle se sent "*la plus à même de gagner en 2012*."

Interrogée par les lecteurs du quotidien, la socialiste explique : "A un moment donné je me suis dit que j'étais *la plus à même de gagner en 2012*. Je suis déterminée à l'emporter. Mes points forts : avoir une vision pour la France et pour l'Europe. Deuxièmement, mon expérience (...) Dans un monde complexe, il faut avoir l'expérience et la compréhension de milieux différentes. Dernier point : j'aime le débat et le rassemblement".

### AUBRY VEUT SE DIFFÉRENCIER DE HOLLANDE

En retard dans les sondages, embarrassée par le dénouement de l'affaire Strauss-Kahn, M<sup>me</sup> Aubry tacle à mots couverts son principal rival, François Hollande. Le ton était déjà monté ces derniers jours entre les deux candidats. Répondant à un lecteur du *Parisien*, elle explique : "Ce qui nous différencie, c'est plus le tempérament. Nous n'avons pas les mêmes parcours. Mais c'est vrai que François Hollande et moi sommes des gens sérieux. J'aimerais penser qu'il faut avoir autant d'ambition que de sérieux. S'il n'y a pas d'ambition, il n'y a pas de changement".

Invitée ce matin sur RTL, la socialiste se faisait encore plus directe : *"Je sens un soutien des Français qui me font confiance"*, a-t-elle dit au sujet de la campagne de la primaire socialiste. *"François Hollande est parti trois mois avant moi. Moi, je suis fière d'avoir travaillé pendant ces trois mois. J'étais à la tête du Parti socialiste"*.

## BAISSER LE SALAIRE DU PRÉSIDENT

Autre cible de ces critiques, Nicolas Sarkozy. *"Je pense aussi qu'aussitôt arrivée, je reverrai à la baisse le salaire du président et des ministres"*, a déclaré M<sup>me</sup> Aubry interrogée dans *le Parisien* sur les premières mesures qu'elle prendrait, une fois élue.

*"172 % d'augmentation de salaire, comme l'a fait le président en pleine crise, ce n'est pas bien"*, a-t-elle ajouté au sujet de l'augmentation du salaire de Nicolas Sarkozy à plus de 19 000 euros votée fin 2007 dans le budget 2008. *"Il faut montrer aux gens qu'on s'applique d'abord à soi-même ce qu'on va faire"*. Réagissant sur RTL aux annonces gouvernementales sur le plan d'austérité, la socialiste déplore : *"On réduit les déficits, mais on accroît les risques d'une récession"*. *"On peut faire de la relance à condition de la financer"*.

## DELORS : "MA FILLE EST LA MEILLEURE"

Au surlendemain de l'arrêt de la procédure pénale engagée aux Etats-Unis contre Dominique Strauss-Kahn, et alors que 53 % des Français se déclarent contre un retour de DSK en politique, Martine Aubry explique : *"Il faut se rendre compte du lynchage qu'ils ont subi et du cauchemar. Il faut d'abord leur laisser le temps de respirer et de revivre"*.(...) *"L'attachement de Dominique à la France est tel qu'il reviendra sous une forme ou sous une autre pour donner son avis, ses conseils ou pour agir."* A la question de savoir si DSK peut revenir pour les primaires, Martine Aubry répond sans ambiguïté : *"Je pense que la question ne se pose pas."*

Dans le même temps, Martine Aubry a reçu un message de soutien de son père Jacques Delors. L'ancien président de la Commission européenne *"considère que [sa] fille est la meilleure et qu'il faut la soutenir"*. Prié de dire quelles étaient ses qualités, il a répondu : *"Parce qu'elle a l'expérience gouvernementale, (...) une très grande maîtrise des dossiers, une générosité personnelle au-delà de tout ce que l'on peut imaginer et, par conséquent, elle est la meilleure pour affronter Sarkozy"*.